

LE "MODÈLE" EUROPÉEN

Dans la semaine du 15 au 20 octobre la rubrique « répression en France », en particulier sous son angle judiciaire, s'est brusquement gonflée. Au moins quatre procès politiques ont occupé l'actualité. Ce fut d'abord la Cour de Sécurité de l'Etat qui a fini, après 5 semaines, par rendre son arrêt dans le procès des militants bretons du F.L.B. Ce fut ensuite un procès en flagrant délit contre des jeunes gens, qui, après avoir participé aux obsèques de Pierre Goldman ont été interpellés par la police et accusés d'avoir jeté des pavés sur les forces de l'ordre — sans les atteindre... Comme ils avaient été tabassés par la police, on a dû renvoyer leur procès au 15 octobre dans l'attente d'un examen médical. Il y eut par ailleurs le procès d'Agnès Lutman, la seule femme arrêtée le 23 mars et qui avait été condamnée à six mois de prison avec sursis et surtout à trois ans de... surveillance psychiatrique. Agnès avait fait appel de ce jugement qu'elle estimait à juste titre être un précédent très dangereux non seulement pour elle, mais pour l'avenir des libertés individuelles en France.

Et puis, la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Paris décidait le 17 octobre d'autoriser l'extradition de Franco Piperno pour « s'être rendu complice de la séquestration et de l'assassinat d'Aldo Moro », alors que tout le monde savait que F. Piperno n'avait rien à voir avec la séquestration et l'assassinat d'Aldo Moro qu'au contraire il avait condamnés.

Enfin, pour couronner le tout, Jean Fabre, insoumis français et secrétaire du Parti Radical Italien, était interpellé par la police de l'air à Orly et était emprisonné à Fresnes.

Du beau travail donc et qui, « réalisé » en l'espace de quelques jours, incite à réfléchir sur l'évolution de l'état de droit dans notre pays. On s'inquiétait du « modèle allemand » caractérisé par une dégradation de la légalité en R.F.A. au début des années 70 : on constate maintenant que la dégénérescence de l'état de droit est un phénomène STRUCTUREL qui concerne non seulement l'Allemagne de l'Ouest mais l'ensemble de l'Europe Capitaliste. Il y a désormais un « modèle Europe » de transformation autoritaire des institutions démocratiques libérales. Mais l'ordre public n'est plus seulement matière de législation interne de chacun des Etats. Il est aussi et de plus en plus matière d'accord et d'engagements internationaux : signe particulièrement clair de l'avancée de l'intégration européenne dans ce domaine.

C'est là qu'il faut s'arrêter sur le problème de l'extradition de Piperno, tant l'analyse des motivations laisse perplexe et surtout inquiet.

D'abord tout se passe comme si la France avait ratifié la Convention européenne contre le terrorisme qui a été signée par les ministres de la justice des 17 pays adhérents au Conseil de l'Europe et ratifiée seulement par cinq pays (Autriche, Suède, R.F.A., Danemark, Grande-Bretagne).

La justice française, loin de faire de l'extradition de Klaus Croissant un cas exceptionnel, tient à montrer qu'elle accepte, PAR AVANCE, la Convention anti-terroriste en renonçant à sa propre juridiction qui reconnaît en particulier le droit d'asile politique aux étrangers. Avec son arrêt, la Cour d'Appel de Paris confirme qu'IL N'Y A PLUS DESORMAIS D'ASILE POLITIQUE POUR LES RESSORTISSANTS DES PAYS EUROPEENS.

En effet, au-delà des escamotages juridiques, ce qu'il y a d'inquiet c'est que l'ensemble des idées émises dans l'arrêt rendu, consti-

tue l'essentiel de la philosophie qui inspire la « Convention européenne pour la répression du terrorisme », les dispositions clés de cette convention (articles 1 et 2) annulent purement et simplement le caractère de délit politique pour les actes de violence grave : or, pour Piperno, la Cour de Paris déclare « quel que soit le but recherché ou le contexte dans lequel de tels faits peuvent s'inscrire, ceux-ci, compte tenu de leur gravité, ne peuvent être regardés comme ayant un caractère politique ». L'idée sous-jacente à ce nouveau « concept » est simple : la violence contre les personnes ou contre les biens est tendanciellement privée de caractère politique. C'est une violence « tout court » une rupture des règles de la vie sociale, totalement injustifiable, ne pouvant, a priori, se situer dans la perspective de la construction d'un autre type de vie sociale...

Ainsi l'arrêt de la Cour, comme le texte de la Convention, tend donc à ANNULER LA CATEGORIE DE DELIT POLITIQUE. On ne le supprime pas expressément, on le vide de tout contenu. Le délit politique se transforme en délit de droit commun.

Les motivations qui accompagnent cette négation du délit politique aboutissant ainsi à mettre en cause la notion de droit d'asile en invoquant le fait que les voisins européens sont des états libres et démocratiques garantissant, de ce fait, les droits de l'homme. Du même coup on légitime les traits les plus inquiétants de l'évolution autoritaire actuelle de l'Europe, en particulier en R.F.A. (procès dans le bunker de Stammheim, remise en cause des droits de la défense, etc.).

Ainsi, par ses justifications, la Cour parisienne a exprimé et en même temps alimenté les tendances autoritaires de l'Etat capitaliste actuel qui remet en cause les principes fondamentaux de l'idéologie libérale-démocratique concernant les rapports entre l'Etat et l'indivision. La France de Giscard a été avec la R.F.A. le pays de la C.E.E. qui a le plus poussé à élaborer un projet de Convention antiterroriste. La R.F.A. a ratifié l'accord, le Parlement français pas encore, mais le gouvernement français ne perd pas une occasion pour en défendre la philosophie et l'inspiration.

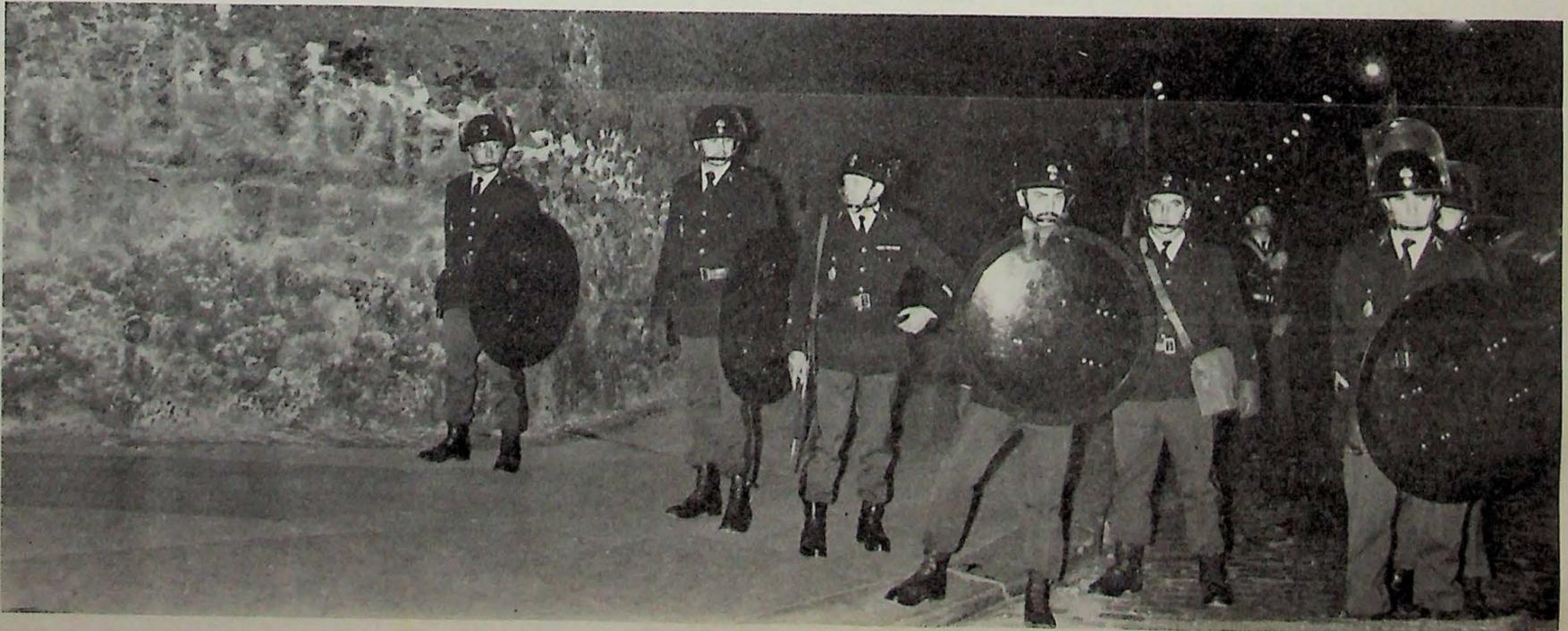
Il semble donc que dans ce domaine aussi le tandem franco-allemand joue un rôle de moteur pour créer autour de la Convention une atmosphère de sanction et d'adhésion.

Il s'agit, en utilisant le consensus qui existe contre le terrorisme, de préparer l'opinion à admettre une riposte préventive à l'extension, rendue inévitable du fait de la crise, des conflits sociaux et politiques.

L'affaire Croissant avait permis une première sensibilisation qui s'était étendue à des secteurs assez larges. Ce qu'il y a d'inquiétant avec l'affaire Piperno c'est que l'opinion semble avoir « régressé » alors que le cas Piperno est encore plus facile à défendre devant une opinion qui avait été traumatisée par l'action de la « bande à Baader ». La réaction n'a pas été à la hauteur de l'enjeu. Elle témoigne d'une dégradation grave du tissu démocratique français. Il nous faut remonter le courant, créer les conditions d'une mobilisation minimale pour élargir la sensibilisation de l'opinion. C'est l'objet du rassemblement du mercredi 24 à Sèvres-Babylone.

Mais il faut dépasser la réaction au coup par coup, il faut entraîner une réflexion en profondeur sur cette évolution autoritaire de l'Etat et des relations inter-étatiques en Europe. C'est le sens que nous donnons à notre Colloque sur l'Etat et les Libertés que nous organisons les 27 et 28 octobre à Paris.

Bernard RAVENEL.



« BON VOYAGE M. PIPERNO... »

Petite histoire d'une candidature femme et suites

Depuis les municipales de 76, la démarche du Secteur Femmes a oscillé en gros entre le refus des femmes-alibis et la volonté de cohérence avec les mots d'ordre du parti (dont les droits des femmes). Ce qui nous a menés lors de ces élections municipales à réclamer 50 % de candidatures féminines, 50 % d'ailleurs non atteints du fait des résistances, y compris de la part des militantes.

Le débat s'est poursuivi jusqu'à la remise en cause d'un certain discours politique dominant (plus le fait des hommes compte tenu du conditionnement et de la place sociale des femmes en général), discours « universaliste » et non pertinent lorsqu'il réduct par exemple la classe ouvrière à quelques branches de la production, niant ainsi la place spécifique et majoritairement défavorisée des femmes dans le monde du travail ; niant de ce fait les contradictions au sein du mouvement ouvrier et leurs conséquences dramatiques (l'avantage que le patronat tire de cette division).

Pour une meilleure prise en compte de ces réalités, nous avons finalement opté au Secteur pour une politique volontariste d'occupation des instances correspondant au moins à notre présence au P.S.U., soit un tiers de femmes.

Cette « stratégie » d'occupation des instances impliquait une pression sur les divers courants avant le congrès pour des délégations de femmes à tous les niveaux. Nous aurions pu simplifier et créer un courant femmes comme au P.S. (ce type de rapport de force peut parfois se justifier), nous avons considéré à l'époque qu'une telle démarche ne s'imposait pas au P.S.U., d'où notre inscription dans la logique des courants.

A ce stade quasi utopique de notre réflexion, nous avons réfléchi à quelles camarades pourraient éventuellement participer au B.P., en plus d'Huguette Bouchardeau et de Geneviève Petiot. Il était de notre intérêt commun que les « élues » soient de

plain-pied dans la réflexion du Secteur femmes pour peser dans ce sens...

En réalité, nos vœux ne se sont pas réalisés à St-Etienne. Aucun courant n'est parvenu ou n'a voulu porter plus de femmes au B.P. (invoquant pour certains que cette représentation était concurrentielle avec celle des travailleurs, comme si les femmes ne travaillaient pas, comme si elles occupaient, y compris au P.S.U., les sommets de la hiérarchie de travail, l'étude du fichier révèle le contraire ; comme si les femmes au foyer étaient les privilégiées du système...); d'autre part, aucune autre copine ne s'est portée candidate (il faut dire à leur décharge que l'ambiance des congrès n'y encourage pas non plus).

Mais il y a plus (sans oublier les charges qui pèsent encore sur les femmes), avant et pendant le congrès l'on invoqua côté femmes (on le pensa ailleurs...) le fait de ne pas être « à la hauteur ». C'est parce que je refuse cette logique, cette légende, que je me suis tout de même présentée en une sorte de défi qui, individuellement, a, on le verra, ses limites. J'ai vu pour ma part une certaine incohérence à, d'une part, remettre en cause une certaine manière de faire de la politique, et, d'autre part, invoquer la « hauteur » qu'on n'aurait pas, le Q.I. qui nous ferait défaut... D'un côté on conteste à juste titre, de l'autre, on se réfère aux sacrosaintes normes de la politique avec un grand « P ». Ainsi, lorsqu'on vous dit « ce que tu dis n'est pas politique, ou telle démarche n'est pas politique », entendez par là que ce vous êtes en train de dire n'a aucun intérêt : discours d'exclusion, prétentieux, de celui qui sait, qui analyse juste, qui se pose en juge définitif. « Politique », adjectif quasi magique qui consacre ou qui exclut.

Or, pour les « instances », le problème n'est pas tant de savoir si tel camarade a ou n'a pas le Q.I. suffisant, que de voir s'il peut servir de relais, apporter une contribution réelle à ce lien de coordination qu'est le B.P., toujours en liaison avec le reste du parti, plutôt qu'en dessus. De même pour le Secteur Femmes notre travail constituait au B.P. à faire prendre en charge par l'ensemble du parti nos analyses, nos propositions, les campagnes. Compte tenu de la dition féminine, cela offre un nombre non

négligeable d'interventions. Je n'ai pas pour ma part, eu l'impression (bien que peu nombreuses au B.P. ce qui ne simplifie pas la tâche) de me dévaloriser en intervenant prioritairement sur ces questions, et ceci compte-tenu de l'état de la réflexion collective du Secteur. Encore faut-il se savoir écoutée, encore faut-il un peu de temps pour d'adapter à cette structure, à ceux qui la compose. Or, pour être « reconnue », il nous faut doublement éblouir. En bonne matérialiste j'ajouterai que travaillant à plein temps (un travail au demeurant peu stimulant pour les ménages, plutôt abrutissant), habitant loin et ne jouissant pas d'une voiture, ni du temps nécessaire pour lire le Monde (dernière édition, bien sûr...) le jour même, ni de l'expérience de l'UNEF des belles années ou autres, pas plus que de l'affrontement quotidien à un public d'élèves qui favorise la pratique de monologue, j'ai été et suis encore en partie coincée pour intervenir. Si ce n'était que drame personnel, on pourrait tout de suite passer à autre chose, de plus « politique » par exemple... de moins « basiste ».

Mais il se trouve que nous sommes majorité dans ce cas, il n'est donc pas question de réduire ç à un problème personnel, ou alors cessons de parler de parti « ouvrier » et de contrôle populaire à tous les coins de phrases. Il est de ces réalités qu'on ne balaie pas d'un coup de de « basiste » ou de « démago », il ne s'agit pas non plus de liquider les « intellectuels » mais de trouver un mode de fonctionnement collectif, encore faut-il être déterminés à dépasser les contradictions qui nous affaiblissent et ne pas faire comme si l'on pouvait simplement contourner ces contradictions (hommes/femmes, travailleurs(euses)/spécialistes) éviter les rapports de force nécessaires à leur dépassement... Si l'on parvenait déjà au B.P. sans nier ces différences, à un fonctionnement un peu collégial, où chacun, conscient de ses propres limites (et nous en avons tous, le bavardage n'y change rien) effectuerait réellement le travail qui lui revient... Au lieu de cela, au présent BP, ce fut dès le début un climat de suspicion, de mise à l'épreuve bien au-delà des divergences (qui existent), provoquant des « dérives » rétrogrades. Les un(e)s bossant seule(s), les

autres installés dans un attentisme critique et stérile, prêts à frapper. Le problème du débat « politique » qui doit y avoir lieu, ne devrait pas nous dispenser de tâches précises et pas toujours gratifiantes... Le BP n'a d'ailleurs heureusement pas le monopole de ce fameux débat... Non au BP oral d'agreg !

On nous a aussi fréquemment reproché de n'intervenir que sur les questions femmes, de faire du corporatisme en quelque sorte, or, notre politique est d'aborder toute la réalité du point de vue des femmes, du point de vue prioritaire des femmes les plus défavorisées, ce que nous avons tenté de faire à la CNE et avec d'autres secteurs. Venant d'hommes, ce type de critique nous étonne que peu, venant des femmes cela nous inquiète bien davantage. On assiste en effet actuellement, et pas seulement au PSU, à une tendance de la part de camarades qui se sont battus avec nous à se désolidariser dans leur désir d'être reconnues comme « politiques », et pas « seulement » féministes... Si l'on rappelle que notre féminisme a pour ambition de s'articuler de gré ou de force à la lutte des classes, de l'enrichir même, lutte des classes à laquelle nous n'échappons pas dans notre majorité, si l'on considère que nous ne voulons dépasser la division hommes/femmes jusqu'au sein du mouvement ouvrier, quelle honte à être féministe au PSU ?

Il faut cesser de penser que cela nous réduit. Vouloir démontrer que l'on peut faire aussi bien que les plus « politiques » des hommes, c'est retomber dans le vieux féminisme individualiste d'avant 68, rendre hommage à la norme dominante... Nous n'avons rien à prouver sinon que nous sommes déterminées à prendre nos affaires en main (c'était le sens de la manif du 6 octobre et de la faire!!! Notre libération sera collective ou ne sera pas. Cette lutte collective, cette solidarité minimale du fait de notre condition commune est cruciale en cette période de piétinement du mouvement ouvrier classique, tenté de ce fait d'opérer des replis orthodoxes agrémentés de flatteuses électoralistes à l'égard des femmes, replis préjudiciables à nos victoires tous et à toutes.

DOMINIQUE LAMBERT

Suite de la page 2

refuser pour autant d'adopter de nouveaux objectifs et de nouvelles formes d'action, conformes à l'évolution du capitalisme, à la composition et au comportement présent des travailleurs.

Les « innovateurs » qui ignorent le passé, nous les avons connus, depuis Bernstein jusqu'à Helmut Schmidt, depuis Lassalle jusqu'à Staline... A vouloir « rénover » en répudiant ce qui existe, un Tourainne prône la formation de nouvelles organisations, de caractère « associatif », plus sociales et culturelles qu'économiques et politiques, et sans contenu de classe déterminé.

Certains camarades qui refusent au nom de la « pureté révolutionnaire » de mettre au premier plan une large action revendicative, se retrouvent sans le vouloir, sur la même longueur d'ondes que Tourainne, cet apôtre patenté du néo-réformisme.

Il faut savoir saisir, à chaque étape, l'objectif tactique essentiel, qui est actuellement — en attendant la contre-offensive ouvrière dont les signes avant-coureurs apparaissent déjà — l'action revendicative permettant d'arracher, à la bourgeoisie et à son Etat, les concessions indispensables à la sauvegarde des intérêts vitaux des travailleurs.

Suite page 2 Victor FAY ■

Soutien, nuancé, au texte 3

A St-Etienne, j'ai été élu, à la DP, puis au BP, sur la sensibilité dite : « Boulogne - Essonne ».

Pourtant je n'ai pas signé le texte 3, issu de cette sensibilité.

● Je ne crois pas à la spontanéité des masses : le texte 3 semble y croire. Je ne crois surtout pas à l'efficacité et à l'élargissement de quelques aspirations que ce soit, sans leur reprise, en écho, par une ou plusieurs organisations, politiques, syndicales ou autres, sans leur aide, sans leur concours, sans leur soutien. Sans pour autant que ces dites organisations ne se considèrent comme « avant-garde auto-proclamées ».

● Le texte 3 paraît avoir tendance à privilégier les nouvelles formes de contestation, au détriment des formes traditionnelles d'organisation des travailleurs. Cette tendance comporte un risque de dérive « populiste » vers des mouvements informelles et sans base de classe réelle. Ce qui entraîne, en toute logique, certains camarades, signataires du texte 3, à rechercher un compromis avec le texte 1 plutôt qu'avec le texte 2. Ce qui me paraît être une erreur, si compromis il doit y avoir avec l'un ou l'autre.

● Enfin, sur le plan organisationnel, le problème de la hiérarchie des pouvoirs dans ce parti, non pas en tant qu'individu, mais en tant qu'organisme, ne me paraît pas assez clairement exprimé. Parler de démocratie ne suffit pas. Quel recours ont les marchants contre les mandatés en cas de « dérivé » ? Qui doit avoir le pouvoir réel : le secrétaire, le BP, la DP ou les militants par le biais des sections et des secteurs d'intervention ?

Ceci dit, souscrivant à l'ensemble du texte, en particulier, en ce qui concerne la première partie, et compte-tenu des observations ci-dessus, je pense que c'est autour du texte 3 que devrait avoir lieu le débat au Havre.

sur l'orientation, en l'élargissant le plus possible, mais en lui conservant beaucoup de son originalité.

J'ajoute donc ma signature, avec les réserves ci-dessus, au texte 3, pour sa prise en considération, lors du vote sur les textes d'orientation.

RIVAL R. B.P.

FACE AU SECTARISME

Les signataires de ce texte, tout en faisant des choix différents à l'occasion du Conseil National, ont eu l'occasion de constater « dans la pratique » une convergence de leur réflexion et de leurs propositions d'action.

Cette convergence nous permet de penser qu'une nouvelle majorité pour l'animation du PSU peut se constituer à partir d'un certain nombre d'éléments d'analyse et d'objectifs d'intervention.

1) Le développement de la stratégie d'unité populaire ne passe pas actuellement par des accords avec les partis de la gauche traditionnelle compte tenu de l'éclatement de cette gauche et de l'inorganisation d'un pôle autogestionnaire.

2) La contribution essentielle du PSU à la construction de l'unité populaire est le rassemblement sur le projet autogestionnaire qui pèsera dans le débat et l'action face au sectarisme et aux « pesanteurs » du PCF et du PS.

3) Il faut travailler à la prise en compte par une frange significative des travailleurs de thèmes non directement issus de la production de même le PSU doit mener le débat en direction des mouvements sociaux sur la nécessité d'une stratégie socialiste autogestionnaire.

4) L'ancre le plus solide du courant autogestionnaire doit être recherché parmi les travailleurs chez ceux du tertiaire non qualifiés ou déqualifiés, les femmes travailleuses et les jeunes sur la base d'orientations antihérarchiques, écologistes / antiproduktivistes, féministes... L'implantation parmi les travailleurs, décisive de notre point de vue, ne passe ni par le suivisme par rapport à la gauche traditionnelle ni par l'économisme.

5) Les actions de désobéissance civile représentent un élément important de notre action car elles faciliteront la prise en main des luttes par ceux qui les mènent et la rupture avec un jeu institutionnel truqué si nécessaire.

6) Le PSU doit être capable d'utiliser les médias (si possible en faisant preuve d'imaginer), mais cette démarche doit s'accompagner d'une meilleure coordination et animation collective de nos interventions en avançant vers un fonctionnement décentralisé.

Sensibilité Essonne (texte 3) :
M. F. Pirot, BF 75, J.J. Boislaroussie, BF 75 M. Martin, BF 75.

Courant Bouchardeau (texte 1) :
B. Zilbert, BF 75, J.P. Malpat, BF 75, P. Rabany, BF 75.

Hors courant :
B. Filippi, BF 75.

nucléaire

● Au Tricastin les fissures — que E.D.F. appelle « défauts superficiels » — sont localisées dans l'acier noir des cuves et atteignent 7 mm de profondeur. Or, le Commissariat à l'énergie atomique désigne comme graves les fissures au niveau du micron. Par ailleurs, les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. ont révélé que les groupes électrogènes ne sont pas aussi fiables qu'on le prétend. Ceci veut dire en clair qu'en cas de panne de refroidissement des réacteurs, un accident grave est possible. Traduisons : en se référant aux études du C.E.A., il s'agirait tout simplement de la fiction du film « Syndrome chinois » devenue réalité. Depuis plusieurs mois, Framatome connaissait l'existence des fissures. Mais les responsables ont préféré cacher cette réalité au nom de la « rentabilité » de la centrale.

● A Gravelines, 47 fissures ont été révélées sur les tuyauteries par la délégation C.F.D.T.-énergie, laissant présager qu'il y en a d'autres, notamment à l'intérieur des cuves du réacteur et E.D.F. ne disposera pas — avant 6 à 7 mois — du matériel nécessaire pour procéder aux éventuelles réparations.

● A Dampierre-en-Burly l'inquiétude semble moins grande, du moins est-elle masquée par une absence totale d'informations ; mais s'agissant des mêmes types de réacteurs qu'à Gravelines et au Tricastin (P.W.R., filière Westinghouse) fabriqués par la même firme (Framatome), l'absence de fissures ne peut être affirmée. Nous ne pouvons donc accepter le point de vue que le « nucléaire est un mal nécessaire », les risques encourus par les travailleurs et la population sont trop graves et trop irrémédiables.

— Aussi le P.S.U. exige-t-il la suspension immédiate de la décision de chargement des 3 réacteurs du Tricastin, de Gravelines et de Dampierre-en-Burly.

— Il appelle tous les signataires de la pétition nationale et tous les anti-nucléaires à agir dans l'union afin d'imposer cette suspension.

— Il renouvelle sa proposition de moratoire — voire d'arrêt définitif — sur l'ensemble du programme nucléaire.

— Il rappelle son opposition au choix du « tout nucléaire », soulignant son incompatibilité avec les aspirations du socialisme autogestionnaire.

R. PICO

Secrétaire de la fédération P.S.U. de la NIEVRE ■

ARCHIVONS, ARCHIVONS : IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE

Le P.S.U. s'est doté depuis la rentrée d'une structure de documentation. Objectifs : reconstituer l'histoire, la mémoire enfin les archives du P.S.U. (productions « externes » de toute nature, mais aussi tout document concernant les débats « internes »), et — petit à petit — mettre sur pied, en liaison avec les différents secteurs et commissions, une « documentation » un tant soi peu opératoire pour l'ensemble du parti.

Premier point donc, nous vous demandons de nous envoyer tout document (tract, brochure, journal, affiche...) ancien ou nouveau, publié par une section, une fédé, un secteur... ou pouvant intéresser une telle documentation ; idem pour d'éventuelles notices bibliographiques, notes de lecture, coupures de presse, etc.

Pour l'heure, nous souhaiterions surtout rassembler les collections complètes des publications officielles du P.S.U., et pour commencer celles de TS Critique Socialiste PSU-DOC, PSU-Info.

Voici où nous en sommes actuellement :

Tribune Socialiste :
Sur 20 ans de T.S., il nous manque en tout et pour tout 13 numéros (c'est vraiment trop dommage), soit : 124 (1962), 306, 307 (1966), 363, 376 (1968), 402, 410, 419, 427, 428 (1969), 444, 446 (1970) et 698 (1975).

Critique Socialiste :
Manquent encore les numéros 19 et 18 (Eh, oui!).

PSU-DOC :
La collection est complète à partir de janvier 1975. Pour la période précédente, manquent les numéros : 1 à 19 inclus ; 45 à 48 inclus ; 55, 61 ; 29 à 41 inclus ; 50, 51 ; 65 à 74 inclus.

PSU-Info :
Cette collection est en revanche très incomplète. A vous de voir ! Nous recherchons les numéros : 1 à 3 inclus ; 21, 31, 45, 53 et 54, 62, 73 à 77 inclus ; 89 et 90 ; 8 à 16 inclus ; 24 à 29 inclus ; 35 à 43 inclus ; 47 à 51 inclus ; 66 à 58 inclus ; 64 à 71 inclus ; 79 à 87 inclus.

Si vous possédez tel ou tel de ces numéros en double, si vous comptiez faire du rangement par le vide et vous en débarrasser, n'hésitez pas à nous le(s) faire parvenir. Eventuellement, si vous êtes également fana de collections, des échanges pourraient être envisagés.

Pour toute information, tout envoi : PSU-Documentation, 9, rue Borroméo, 75015 PARIS.



CALENDRIER POLITIQUE

CONFERENCE REGIONALE DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

La conférence régionale des élus P.S.U. et autogestionnaires du Nord-Ouest de la France se tiendra à Louviers le dimanche 4 novembre 1979. Présence de René Schulbaum.

TROIS ANS DEJA...

De la part de la section P.S.U. - Massy.

Vient de paraître une brochure intitulée « 1977-78-79, trois années au Conseil municipal de Massy, vues par A. Guérin et G. Le Roux, élu(e)s autogestionnaires du P.S.U. ».

« Dans cet ouvrage illustré de 66 pages, nos camarades se sont efforcés de rendre compte de leur expérience d'élu(e), détaillant les principaux débats auxquels ils ont participé sur les affaires municipales, donnant leurs analyses, indiquant des pistes possibles pour l'action. »

La brochure est disponible à la librairie Syros (9, rue Borromée, 75015 Paris) pour la somme de 12 F l'exemplaire. Pour des envois par la poste, adressez vos commandes à Annette Guérin (19, rue Joliot-Curie, 91300 Massy) en joignant un chèque de 15 F (ou deux fois 12 F si supérieur ou égal à deux).

COMMISSION INFORMATIQUE

La prochaine réunion de la Commission Informatique du P.S.U. aura lieu le mardi 30 octobre, à 19 heures, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

RENNES

Centre Rennais d'Information et de Formation pour l'Autogestion Socialiste.

Judi 25 octobre :

— Croissance de la crise ?

Judi 22 novembre :

— Autonomie de la Bretagne en énergie ?

Mercredi 19 décembre :

— Travailler deux heures par jour ?

Judi 28 février :

— Les partis face à la crise.

Toutes ces réunions sont publiques et auront lieu à 20 h 30, à la Maison du Champ de Mars, 6, cours des Alliés, Rennes.

AGRICULTURE

Réunion de la C.N.A., le jeudi 15 novembre, à 19 h, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Thème : Les technologies appropriées en agriculture. Appropriées à quoi ? Appropriées par qui ?

AVORTEMENT

Manif de soutien aux femmes de Bilbao condamnées à 60 ans de prison pour avortement, le jeudi 25 octobre, à 17 h 30, devant l'ambassade d'Espagne, 7, avenue Georges-V, Paris.

NUCLEAIRE

Bordeaux : les organisations suivantes du département (C.F.D.T., P.S., P.S.U., Amis de la Terre, C.S.C.V., C.S.F., G.S.I.E.N., U.F.C., C.A.N. de Bordeaux) ont créé sur la Gironde un C.I.E.N. (Collectif d'Information sur l'Energie Nucléaire). Ce Collectif s'est donné une plate-forme d'action commune. Il organise une exposition itinérante sur les dangers du nucléaire, les énergies de remplacement, les choix politiques liés au nucléaire, le type de société qui peut se passer du nucléaire.

Le C.I.E.N. se charge actuellement de la campagne de signatures pour la pétition nationale contre le tout-nucléaire. Pour le lancement de cette campagne, il organise une conférence de presse le jeudi 25 octobre, à 15 heures, au siège du C.I.E.N., 17, cours Xavier-Arnoz, à Bordeaux.

RENOI DE PAPIERS MILITAIRES

Soutien à Claude Balcon, dont le procès aura lieu le vendredi 30 novembre 1979, à 8 h 30, au Tribunal de grande instance de Brest. Son adresse : Kergoat, St-Urbain, 29220 Landerneau.

CONTRIBUTION AMENDEMENTS

« Le courrier du P.S.U. » publiant les textes d'orientation du Conseil national, n'est arrivé dans les fédérations que le samedi 20 octobre. Nous avons décidé que :

1) le recueil des 30 signatures nécessaires ;
2) le délai d'arrivée des contributions et amendements serait reporté jusqu'au samedi 27 octobre, dernier délai.

BERCY, BEAUCOUP

Pour proposer autre chose qu'une centrale sportive (le Vel d'Hiv), des associations de quartier (Collectif Bercy) et parisiennes organisent une fête dans les entrepôts de Bercy le 27 octobre, de 14 h à 18 h 30. Il y aura du rock, de l'accordéon, des mimes, du théâtre, des dégustations de vins, de la bouffe, des expositions, des débats... La fête a lieu dans le grand Bercy, l'entrée étant rue de Dijon. Descendre au métro Bercy et suivre le fléchage.

PASOK

Pour des camarades de Pasok :
— étudiant grec cherche studio ou une chambre à louer. Tél. 372-02-62, Papadakis Michel ;
— étudiante travailleuse, cherche studio ou chambre à louer. Tél. 325-16-26, Pa-paionav Maria.

EMPLOI

Le P.S.U. recherche un jeune de moins de 26 ans, ou une femme au chômage. Personne ayant formation ou expérience économe et cuisine collective. Tél. P.S.U. : 566-45-37.

M.D.P.L.

Du 24 octobre au 1^{er} novembre 1979 a lieu à la demande des Nations Unies, une semaine de promotion des objectifs du désarmement.

A Paris, cette semaine se clôt par un meeting à la Mutualité le mardi 30 octobre à l'initiative du Collectif français des Organisations pour le désarmement.

Le M.D.P.L., membre de ce collectif, participe le plus largement possible à cette information ainsi qu'à l'émission « Tribune libre » sur FR3 durant laquelle le M.D.P.L. présentera ses propositions et ses axes de luttes le jeudi 1^{er} novembre de 18 h 55 à 19 h 10.

LYON VILLE OUVERTE A LA FOLIE ON VEUT VIVRE

Pour soutenir les saltimbanques et J.-M. Le Bihan dans son procès, Lyon sera, le samedi 27 octobre 1979, ville ouverte à la folie. Que chacun vienne avec son imagination au rendez-vous fixé à 15 h, place Bellecour. Quand la nuit sera tombée, amenez flambeaux, bougies, etc, de quoi illuminer le ciel pour escorter le Général Connerie (marionnette de 4 m de haut) qui sera brûlé à 22 h, place Bellecour.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser : Magasin 4 Saisons, 11 rue Chavannes, 69001 Lyon, tél. : 28-99-12.

REVUE

Le périodique de la Commission Internationale « Politique Internationale » vient de sortir. Au sommaire :

— l'euro-défaite de la gauche ;
— le Parti Radical Italien ;
— Europe : les femmes après ? ;
— le nucléaire et les Trade Unions, interview de Ian Fairhie, animateur des anti-nucléaires ;
— autonomie ou auto-détermination en Cisjordanie et Gaza, par Claude Bourdet ;
— le Brésil et la solidarité internationale.

24 pages, F.S.F. Passer commande à la librairie Syros : 9, rue Borromée, 75015 Paris.

INDONESIE

Les groupes 108 et 33 d'Amnesty International vous invitent à une soirée d'information-débat sur leur mouvement, autour d'un film sur l'Indonésie, à la M.J.C. Club de Créteil, rue Charpy, le vendredi 26 octobre, à 20 h 30.

LE VOYAGE...

D.C.L. 80
Pour cet hiver... des vacances dans la neige.
Pour cet été... un village de vacances ou périple à l'étranger...

Mais pour toute l'année une équipe qui prend l'association en mains ! Des camps ont relancé... mais du sang neuf est le bienvenu. Les candidatures au Conseil d'administration sont à adresser à : DECOUVERTE ET CULTURE LOISIRS, ISABELLE, 9 RUE BORROME, 75015 PARIS.

IDEE DE GENIE

Notre Brocante a rencontré (merci, pour elle) un énorme succès. Des milliers d'objets ont été vendus. Des « MILLIONS » de francs sont rentrés dans « NOS CAISSES ». Cette fantastique réussite nous la devons :

— 1° à tous les gens qui nous ont donné des antiquités, depuis le vitrail chinois d'une valeur folle jusqu'au Mickey en plastique. TOUT COMPTE.

— 2° à tous ceux qui veulent, par leurs énergies, prouver que le P.S.U. doit se battre contre le trust politique. La brocante n'est pas une vente de charité pour se faire un peu de blé. C'est un moyen de dire notre opposition à la loi de financement des grands partis.

Nous allons probablement renouveler l'opération de manière plus étendue et moins centralisée.

Avis : LES CAMARADES QUI VEULENT SE METTRE AU COURANT DE L'AFFAIRE, QUI VOUDRAIENT FAIRE DES SUGGESTIONS, QUI VOUDRAIENT FAIRE DES DONNÉES — JOINDRE L'HOMME DE LA SITUATION : RICKBAUER (9, rue Borromée, Paris - 15°) QUI DONNERA AMPLES RENSEIGNEMENTS SUR CE SUJET.

SOLIDARITE AVEC LES ACCUSES DU PROCES DE PRAGUE

Le P.S.U. qui participe à la manifestation organisée devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, exprime son indignation contre le procès qui s'ouvre à Prague, en dépit des protestations de l'opinion démocratique mondiale, contre des femmes et des hommes dont le seul crime est d'avoir voulu assumer la défense de personnes injustement poursuivies. En assimilant leur activité à celle d'une entreprise subversive, le gouvernement tchécoslovaque met en évidence le véritable caractère de son régime qui tire son origine d'une intervention extérieure et ne peut subsister qu'en interdisant l'exercice des libertés en pratiquant une répression impitoyable.

Le P.S.U. appelle au développement de la solidarité à l'égard de toutes les victimes de cette répression et du peuple tchécoslovaque tout entier.

COMMUNIQUE B.P.



CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

PROGRAMME 1979-1980

Cinquième année

Le Centre Populaire de Formation Socialiste reprend ses activités. Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, il se propose de poursuivre la formation et les débats qu'il a engagés il y a quatre ans sur les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Deux cycles sont proposés cette année. Les séances auront lieu le mardi, de 20 heures à 22 heures (au F.I.A.P., rue Cabanis, Paris 13°).

— Premier cycle : crises des sociétés de l'Ouest et de l'Est.
● Mardi 6 novembre : crise des structures (par M. Mousel).
● Mardi 13 novembre : crise des valeurs (par Henri Le-febvre).

● Mardi 20 novembre : crise de la social-démocratie (par Victor Fay)
● Mardi 27 novembre : crise du mouvement communiste (par Serge Depaquit)
● Mardi 4 décembre : bilan du stalinisme (Jean-Marie Demaldent)
● Mardi 11 décembre : Faillite de l'internationalisme prolétarien (par Yvan Crépeau).
● Mardi 18 décembre : les tentatives de l'Euro-Communisme (par Christine Buc-Gluskman)

— Deuxième cycle : la perspective autogestionnaire.
● Mardi 8 janvier : fondements de l'idée d'autogestion.
● Mardi 15 janvier : autogestion et expérimentation sociale.
● Mardi 22 janvier : autogestion et mouvements sociaux.
● Mardi 29 janvier : autogestion et planification.
● Mardi 5 février : autogestion et démocratie.
● Mardi 12 février : autogestion et socialisme.

Le nom des animateurs des séances du deuxième cycle seront publiés très prochainement.

Inscrivez-vous en renvoyant le bulletin ci-dessous à : Centre Populaire de Formation Socialiste, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

NOM :
Prénom :
Adresse :

S'inscrit au premier cycle
au deuxième cycle
aux deux cycles

Règlement joint : 1 cycle : 60 F
2 cycles : 100 F
Chèque bancaire
C.C.P.

A l'ordre de C.P.F.S., C.C.P. 15 307 - 39 C Paris.

tribune hebdo socialiste

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Secrétariat : Marie Relandeau

Maquette et collaboration technique : Régis Cognanne

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression :

S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

XX^e ANNIVERSAIRE DU P.S.U.

La commission XX^e anniversaire attend toutes vos idées et initiatives. Dans le cadre de la préparation nous recherchons tout ce qui peut contribuer à un dossier historique. Bien sûr tout matériel prêt sera restitué à son propriétaire.

- photos (noir-blanc, couleur)
- diapositives
- interviews
- affiches
- tracts
- anecdotes ou histoires...

Nous attendons de vos nouvelles, pour tout contact : Gilles Marsauche, Commission 20^e Anniversaire, 9 rue Borromée, 75015 Paris.